



# Recueil des Actes administratifs

## SOMMAIRE

### **Conseil départemental**

Séance du 29 septembre 2017

N°s 1001/1002/1003-1/1003-2/1003-3/1003-4/1004/1005/  
1006/1007/2008/2009/3010/4011/4012/4013/4014/4015/  
4021/4022/5016/5017/5018-1/5019/1020

### **Actes administratifs**

Action sociale et de santé

Mardi  
10 octobre 2017  
N° 430

**DELIBERATIONS**

**DU CONSEIL**

**DEPARTEMENTAL**

# **DELIBERATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Du 29 SEPTEMBRE 2017**

## **D. 1.001 – SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé de prendre acte de ce rapport annuel du Conseil départemental de l'Orne pour l'année 2016 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

**Reçue en Préfecture le : 2 octobre 2017**

## **D. 1.002 – ADMISSION EN NON VALEUR SUR CREANCES**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : de prononcer l'admission en non-valeur des créances proposées comme irrécouvrables pour un montant de 83 282,83 € dont :

- 47 442,15 € au chapitre 65 imputation B3000 65 6541 0202 du budget du Département,
- 35 194,27 € au chapitre 65 imputation B3000 65 6542 0202 du budget du Département.
- 365,38 € au chapitre 65 imputation B4500 65 6541 des transports,
- 281,03 € au chapitre 65 imputation B8A00 65 6541 du centre maternel.

**ARTICLE 2** : de donner délégation à la Commission permanente du Conseil départemental pour statuer sur les réclamations qui pourraient se produire en matière de recouvrement.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

## **D. 1.003-1 – GARANTIE D'EMPRUNT – LOGIS FAMILIAL - ANNULLATION DE GARANTIES D'EMRUNTS ACCORDEES PAR LE DEPARTEMENT SUITE A LA RENEGOCIATION DE 81 CONTRATS DE PRETS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'annuler les garanties des prêts dont la liste figure en annexe jointe à la délibération, suite à la renégociation demandée par le Logis familial.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

## **D. 1.003-2 – GARANTIE D'EMPRUNT – LOGIS FAMILIAL – DEMANDE DE GARANTIE DU DEPARTEMENT A HAUTEUR DE 49,96 %, SOIT 1 365 885,75 €, SUR LE CONTRAT DE PRET D'UN MONTANT DE 2 733 958,66 € CONTRACTE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE SUITE A LA RENEGOCIATION DE 81 PRETS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'accorder sa garantie pour le remboursement de la somme de 1 365 885,75 €, représentant 49,96 % d'un emprunt d'un montant de 2 733 958,66 €, souscrit auprès de la Caisse d'épargne par le Logis Familial, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt. Ce prêt est réalisé suite à la renégociation par le Logis familial de 81 prêts dont 67 étaient déjà garantis par le Département.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 1.003-3 – GARANTIE D'EMPRUNT – LOGIS FAMILIAL – DEMANDE DE GARANTIE DU DEPARTEMENT A HAUTEUR DE 49,96 %, SOIT 1 513 697,09 €, SUR LE CONTRAT DE PRET D'UN MONTANT DE 3 029 818,04 € CONTRACTE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE SUITE A LA RENEGOCIATION DE 81 PRETS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'accorder sa garantie pour le remboursement de la somme de 1 513 697,09 €, représentant 49,96 % d'un emprunt d'un montant de 3 029 818,04 €, souscrit auprès de la Caisse d'épargne par le Logis Familial, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt. Ce prêt est réalisé suite à la renégociation par le Logis familial de 81 prêts dont 67 étaient déjà garantis par le Département.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 1.003-4 – GARANTIE D'EMPRUNT – LOGIS FAMILIAL – DEMANDE DE GARANTIE DU DEPARTEMENT A HAUTEUR DE 49,96 %, SOIT 3 507 215,57 €, SUR LE CONTRAT DE PRET D'UN MONTANT DE 7 020 047,18 € CONTRACTE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE SUITE A LA RENEGOCIATION DE 81 PRETS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'accorder sa garantie pour le remboursement de la somme de 3 507 215,57 €, représentant 49,96 % d'un emprunt d'un montant de 7 020 047,18 €, souscrit auprès de la Caisse d'épargne par le Logis Familial, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt. Ce prêt est réalisé suite à la renégociation par le Logis familial de 81 prêts dont 67 étaient déjà garantis par le Département.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 1.004 – GARANTIE D'EMPRUNT ASSOCIATION SOLIHA**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'accorder sa garantie à hauteur de 24 %, soit 217 200 €, pour un emprunt d'un montant maximum de 905 000 € contracté par l'Association SOLIHA Territoires en Normandie auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Cet emprunt sera composé de deux lignes respectivement de 525 000 € sur 40 ans avec, comme index, Livret A + 0,60% sur les 20 années de la phase d'amortissement et de 380 000 € sur 30 ans avec, comme index, Livret A + 0,60% sur les 20 années de la phase d'amortissement.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 1.005 – INFORMATION DES ELUS – DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DANS LE CADRE DE LA LOI DU 12 MAI 2009 DE SIMPLIFICATION DU DROIT**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé de prendre acte des décisions prises par M. le Président du Conseil départemental dans le cadre des délégations qu'il a reçues du Conseil départemental.

**Reçue en Préfecture le : 2 octobre 2017**

**D. 1.006 – FIXATION DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé de fixer, pour l'année 2017, les taux de promotion permettant de déterminer le nombre maximum d'avancements de grade dans certains cadres d'emplois comme suit :

<b>GRADE</b>	<b>NOMBRE D'AGENTS PROMOUVABLES</b>	<b>TAUX DE PROMOTION PAR RAPPORT AUX AGENTS PROMOUVABLES</b>	<b>NOMBRE DE PROMOTIONS POSSIBLES</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>			
Attaché hors classe	5	40%	2
Attaché principal	9	15%	1
Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe après examen professionnel et/ou au choix	18	20%	3
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe après examen professionnel et/ou au choix	26	17%	4
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	76	8%	6
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	53	17%	9
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>			
Ingénieur hors classe	2	15%	0
Ingénieur principal	4	15%	0
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe après examen professionnel et/ou au choix	17	20%	3
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe après examen professionnel et/ou au choix	8	40%	3
Agent de maîtrise principal	19	15%	3
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	108	8%	8
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	20	15%	3
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe des ETS	79	8%	6
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe des ETS	59	16%	9
<b>FILIERE SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE</b>			
Conseiller supérieur socio-éducatif	4	15%	0
Assistant socio-éducatif principal	41	15%	6
Médecin hors classe	3	15%	0

Cadre de santé paramédical de 1 <sup>ère</sup> classe	5	15%	0
Technicien paramédical de classe supérieure	7	15%	1
Puéricultrice hors classe	10	9%	0
Puéricultrice de classe supérieure	1	15%	0
Sage-femme de classe exceptionnelle	1	15%	0
<b>FILIERE CULTURELLE</b>			
Attaché principal de conservation du patrimoine	5	40%	2
Assistant de conservation du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	4	15%	0
Assistant de conservation du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	100%	1
Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	2	50%	1
Adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe	2	15%	0

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 1.007 – DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : de créer :

- 10 postes d'adjoint technique des ETS,
- 4 postes d'adjoint technique,
- 3 postes d'adjoint administratif,
- 1 poste de technicien,
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'administrateur hors classe,
- 1 poste d'ingénieur.

**ARTICLE 2** : de supprimer :

- 10 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe des ETS,
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 8 postes emploi avenir,
- 1 poste d'agent de maîtrise,
- 1 poste d'assistant de conservation,
- 1 poste d'administrateur,
- 1 poste d'ingénieur,
- 1 poste de rédacteur,
- 1 poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'ingénieur en chef.

**ARTICLE 3** : de supprimer à la suite du transfert des agents du service des transports vers la Région, consécutif à la loi NOTRe :

- 1 poste d'ingénieur en chef,
- 2 postes de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- 1 poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'agent de maîtrise,
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 2 postes d'adjoint technique,
- 1 poste d'attaché,
- 2 postes de rédacteur,
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'adjoint administratif.

**ARTICLE 4** : d'appliquer à compter du 5 janvier 2018, le régime des astreintes administratives pour :

- la gestion d'Ordonnances de placement provisoire (OPP), le soir ou durant le week-end,
- l'arrivée de mineurs isolés étrangers (MIE) durant les soirées et week-ends,
- les accouchements sous le secret durant le week-end (habilitation CNAOP), à de rares occasions.

Les cadres (fonctionnaires ou contractuels) du PSS concernés par cette astreinte seront la Directrice adjointe du Pôle sanitaire social, le Directeur enfance famille, la Chef de service ASE et les 4 Responsables protection de l'enfance.

Les astreintes ASE seront effectuées par semaine entière et débuteront le vendredi à 17h pour se conclure le vendredi suivant à 8h.

Les jours de semaine, le cadre concerné sera d'astreinte à compter de 17 h jusqu'au matin à 8 h. Les astreintes durant les 2 jours de week-end et les jours fériés concerneront les journées entières. L'astreinte sera réalisée par roulement hebdomadaire.

Les cadres ayant réalisé des astreintes bénéficieront d'une indemnité de 149,48 € brut par semaine effectuée.

Si à titre tout à fait exceptionnel, des interventions devaient être réalisées lors de ces astreintes administratives, une indemnité d'intervention serait versée comme suit:

Période d'intervention en cas d'intervention	Indemnité d'intervention
Un jour de la semaine	16 € brut de l'heure
Une nuit	24 € brut de l'heure
Un samedi	20 € brut de l'heure
Un dimanche ou jour férié	32 € brut de l'heure

**ARTICLE 5** : de créer les postes suivants résultant des ratios de promotion ou des quotas :

**Filière administrative :**

- 2 postes d'attaché hors classe,
- 1 poste d'attaché principal,
- 1 poste d'attaché,
- 3 postes de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- 4 postes de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 6 postes d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- 9 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe.

**Filière technique :**

- 3 postes de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- 3 postes de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 5 postes de technicien,
- 10 postes d'agent de maîtrise,
- 3 postes d'agent de maîtrise principal,
- 8 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 6 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe des ETS,
- 9 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe des ETS,

**Filière médico-sociale et sociale :**

- 6 postes d'assistant socio-éducatif principal,
- 1 poste de technicien paramédical de classe supérieure,

**Filière animation/culturelle :**

- 2 postes d'attaché principal de conservation du patrimoine,
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe.

**Reçue en Préfecture le : 2 octobre 2017**

**D. 2.008 – BUDGET ANNEXE REGIE DES TRANSPORTS – DECISION MODIFICATIVE**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : Le budget annexe transports de personnes est modifié de la façon suivante :

**Dépenses de fonctionnement**

**Chapitre 011**

Article 6066 B4540 Carburant	220 000 €
Article 6287 B4540 Remboursement de frais	290 000 €
Article 61551 B4540 Matériels roulants	120 000 €

**Chapitre 012**

Article 6411 B4549 Salaires et appointement	170 000 €
---	-----------

**Chapitre 023**

Article 023 B4540 Virement à la section d'investissement	800 000 €
--	-----------

**Chapitre 65**

Article 65738 B4540 Subvention de fonctionnement EPIC - 800 000 €

**Recettes de fonctionnement**

**Chapitre 74**

Article 7473 B4540 Département 800 000 €

**Dépenses d'investissement**

**Chapitre 27**

Article 2763 B4540 Créances sur des collectivités publiques 800 000 €

**Recettes d'investissement**

**Chapitre 021**

Article 021 B4540 Virement de la section de fonctionnement 800 000 €

**ARTICLE 2** : de confirmer le versement d'une avance remboursable de 800 000 € à l'EPIC, d'approuver le projet de convention d'octroi de cette avance et de m'autoriser à la signer.

**ARTICLE 3** : de voter les crédits de cette DM2 2017 par chapitre selon les inscriptions figurant sur tableau joint en annexe à la délibération.

**Reçue en Préfecture le : 6 octobre 2017**

**D. 2.009 – INSTITUTION INTERDEPARTEMENTALE DU BASSIN DE LA SARTHE (IIBS) – AVIS SUR SA TRANSFORMATION EN SYNDICAT MIXTE OUVERT**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : de donner un avis favorable au projet de transformation de l'Institution interdépartementale du Bassin de la Sarthe (IIBS) en syndicat mixte ouvert à la date du 1er janvier 2018.

**ARTICLE 2** : d'approuver le projet de statuts du futur syndicat mixte ouvert issu de la transformation de l'IIBS, joint en annexe à la délibération.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 3.010 – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DIVERS A CARACTERE SOCIAL ET DE SANTE OU OEUVRANT EN FAVEUR DES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'allouer les subventions suivantes payées au chapitre 65 imputation B8100 65 6574 50

**A - 1 Subvention « Santé »**

- Union départementale pour le don du sang : 810 €

**B - 2 Subvention « en faveur des pays en développement »**

- AFDI 4 050 €

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

#### **D. 4.011 – DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR DEUX MANIFESTATIONS A ALENÇON**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : d'accorder une subvention forfaitaire de 3 000 € à la CCI Portes de Normandie pour l'organisation d'un projet autour de l'habitat connecté lors du salon de l'habitat et de la gastronomie à Alençon du 5 au 8 octobre 2017, et de participer à la promotion de cette manifestation via ses réseaux digitaux, à savoir les réseaux sociaux et agenda participatif du site internet [www.orne.fr](http://www.orne.fr).

**ARTICLE 2** : d'accorder une aide de 1 000 € à l'association Agir pour l'entrepreneuriat au féminin pour l'organisation d'un forum sur le thème de l'entrepreneuriat au féminin le 24 octobre prochain à Alençon.

**ARTICLE 3** : de prévoir, lors de la DM du 1er décembre prochain, le virement du crédit nécessaire du chapitre 011 imputation B3101 011 90 62268 où figure un montant de crédit suffisant.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

#### **D. 4.012 – CONVENTION TERRITORIALE D'EXERCICE CONCERTÉ**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'approuver le projet de convention territoriale d'exercice concerté de la compétence et d'autoriser M. le Président du Département à la signer, ainsi que tout document résultant de sa mise en œuvre.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

#### **D. 4.013 – PLAN NUMERIQUE ORNAIS - MISE EN ŒUVRE DE LA FIBRE OPTIQUE A L'HABITANT – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CHOIX DU DELEGATAIRE ET CONTRAT**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : d'approuver le choix de ORANGE SA en qualité d'attributaire de la délégation de service public pour la mise en œuvre de la fibre optique sur le territoire des anciennes communautés de communes des Pays de L'Aigle et de la Marche et du Pays d'Argentan.

**ARTICLE 2** : d'approuver le projet de convention de délégation de service public et ses annexes joints à la délibération.

**ARTICLE 3** : d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à le signer, au nom du Département.

**ARTICLE 4** : d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à signer, au nom du département, tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

#### **D. 4.014 – PLAN NUMERIQUE ORNAIS – MODIFICATION DU REGLEMENT CONCERNANT L'ACCES A INTERNET EN FAVEUR DES PARTICULIERS, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DES ENTREPRISES HORS RESEAU FILIAIRE**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'adopter le règlement annexé à la délibération concernant l'accès à Internet en faveur des particuliers, des collectivités locales et des entreprises hors réseau filaire.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 4.015 – AGRICULTURE – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ORGANISATION DU CONGRÈS ELVEA FRANCE A BAGNOLES-DE-L'ORNE NORMANDIE LES 6 ET 7 SEPTEMBRE 2017**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'attribuer une subvention forfaitaire de 5 000 € à l'organisation des producteurs de viande de Normandie (OPVN) pour financer l'organisation du congrès national d'ELVEA France qui s'est tenu à Bagnoles-de-l'Orne Normandie les 6 et 7 septembre 2017.

Les crédits correspondants seront prélevés au chapitre 65 de l'imputation B4400 65 6574 74 du budget départemental.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 4.021 – UTILISATION DES VOIES FORESTIERES DU MASSIF D'ECOUVES**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'exiger de l'ONF, le report de la décision de fermer dans le massif forestier d'Ecouvès les voies suivantes :

- route forestière de Carrouges entre le carrefour des faux biches et le carrefour de la Verrerie (6 900 m),
- route forestière du Canard entre le carrefour de Geoffroy et la maison forestière du Canard (450 m),
- route forestière de Boucé (690 m),
- route forestière du Salut (1 320 m).

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 4.022 – PLAN NUMERIQUE ORNAIS – MISE EN ŒUVRE DU TRES HAUT DEBIT POUR TOUS LES ORNAIS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : d'engager la révision du PNO avec comme nouvel objectif la desserte globale du territoire en très haut débit, initiative privée incluse, au plus tard en 2023.

**ARTICLE 2** : d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à engager les études techniques préalables à la réalisation de 50 000 prises fibrées supplémentaires.

**ARTICLE 3** : de mandater M. le Président du Conseil départemental pour engager les discussions avec les opérateurs, en vue d'améliorer leurs services à la fois internet et téléphonie mobile.

**Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017**

**D. 5.016 – DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT 2018 DES COLLEGES PUBLICS**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : de fixer à 3 035 078 € le montant des dotations de fonctionnement 2018, accordées aux collèges publics, tel que détaillé dans le tableau 4 annexé à la délibération, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif 2018. Les collèges dont le fonds de roulement est en situation excessive voient leur dotation diminuer.

Cette dépense sera prélevée sur le chapitre 65 imputation B5004 65 65511 221 établissements publics du budget départemental 2018.

**ARTICLE 2** : de fixer le calcul de la part entretien de l'internat rénové du collège Jean Moulin de Gacé conformément à la formule suivante : 12 000 € +1.24 €/m<sup>2</sup>.

Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017

**D. 5.017 – SOUTIEN A LA VIE ASSOCIATIVE – ACTIONS SCOLAIRES OU PEDAGOGIQUES**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'accorder les subventions suivantes au titre des demandes de renouvellement pour 2017 à la délégation générale de l'Orne du Souvenir français pour :

* le fonctionnement 2017	500 €
* l'organisation du Concours national de la résistance	900 €

et de prélever les crédits correspondants au chapitre 65 imputation B5004 65 6574 28 subventions de fonctionnement aux personnes, associations et autres organismes de droit privé, du budget départemental 2017.

Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017

**D. 5.018-1 – SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ACTION CULTURELLE – ACTION ANIMATION – ASSOCIATION LES MEDIEVALES DE DOMFRONT-EN-POIRAIE**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé d'attribuer sur l'action animation (9333) et de prélever sur les crédits inscrits sur le chapitre 65 imputation B5003 65 6574 311, subventions de fonctionnement aux personnes, associations et autres organismes de droit privé du budget principal 2017 la subvention suivante :

**Musiques du monde et traditionnelles :**

➤ Association « Les Médiévales de Domfront » de Domfront-en-Poiraie Festival « Les Médiévales de Domfront »	1 400 €
--	---------

Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017

**D. 5.019 – POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT CULTUREL**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé :

**ARTICLE 1** : de valider la politique d'aide aux conventions de développement culturel départemental pour les communes et communautés des communes.

**ARTICLE 2** : de valider et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions avec les collectivités ou EPCI qui sollicitent le Département et qui entrent strictement dans ce type de dispositif.

**ARTICLE 3** : d'autoriser la Commission permanente à examiner les demandes des collectivités uniquement dans le cadre de cette politique.

Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017

**D. 1.020 – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018**

Le Conseil départemental de l'Orne a décidé de donner acte à M. le Président du Conseil départemental de la tenue du débat d'orientation budgétaire concernant le projet de budget 2018.

Reçue en Préfecture le : 4 octobre 2017

# **ACTES ADMINISTRATIFS**

***ACTION SOCIALE  
ET DE SANTE***



**Pôle sanitaire social**

Direction enfance famille

Service de l'aide sociale à l'enfance

13, rue Marchand Saillant

CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 60 00

☎ 02 33 81 60 94

@ pss.ase@orne.fr

**ARRETE**  
**de création et de tarification**  
**d'une place de suivi et d'accompagnement**  
**spécifique**  
**à la MECS des Petits Châtelets**

Nos réf : SO/Châtelets

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,  
 Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'action sociale et des familles,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance,

VU la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,

VU le Schéma départemental de l'enfance et de la famille adopté le 24 juin 2011,

VU l'arrêté d'habilitation de la MECS en date du 15 octobre 2013,

VU l'arrêté de diversification d'activité de la MECS des Châtelets en date du 4 juillet 2016,

Vu la nécessité d'ouvrir une place spécifique pour le suivi et l'accompagnement d'une jeune dans le cadre d'une mise en autonomie jusqu'à sa majorité, l'accompagnement étant effectué par la MECS des Petits Châtelets,

SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES,

**ARRETE**

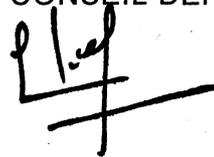
**Article 1 :**

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'à la majorité de la jeune concernée (juillet 2018), la MECS des Petits Châtelets est autorisée, **à titre expérimental**, à ouvrir une place de suivi et d'accompagnement spécifique pour cette jeune, confiée à l'Aide sociale à l'enfance de l'Orne.

- Article 2** : cette autorisation n'est valable que durant la présence de la jeune sur la place créée. En cas d'arrêt du suivi éducatif de la jeune, l'arrêté devient caduc.
- Article 3** : le tarif journalier pour cet accompagnement est arrêté à 28 € par jour durant toute la durée de ce dispositif.
- Article 4** : Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision au recueil des actes administratifs du département de l'Orne.
- Article 5** : Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé avec accusé de réception, à la direction de la MECS des Petits Châtelets, et publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.
- Article 6** : Le Directeur général des services du Département de l'Orne, la Directrice de la MECS des Petits Châtelets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ALENCON, le 21 SEP. 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



Christophe de BALORRE



**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD du Centre hospitalier intercommunal  
des Andaines**

**LA FERTE MACE / DOMFRONT**

Réf. :17-0698EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **16 638 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

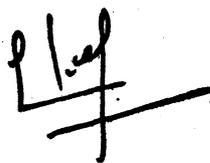
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

📠 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD des Andaines  
LA CHAPELLE D'ANDAINE**

Réf. :17-0697EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **9 157 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



Christophe de BALORRE



Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

📠 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD de GLOS LA FERRIERE**

Réf. :17-0696EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **13 308 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



Christophe de BALORRE



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

📠 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Sainte Marie » GACE**

Réf. :17-0695EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **4 407 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

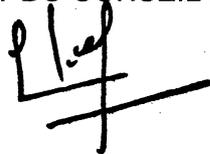
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Les Hauts Vents » FLERS**

Réf. :17-0694EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 401 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

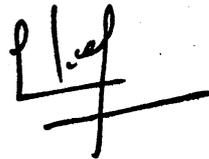
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Rimblière »**

**DAMIGNY**

Réf. : 17-0692EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté modificatif de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 02/08/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **3 820 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

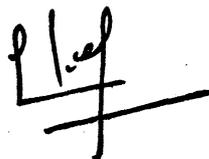
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. de Balorre', written over a horizontal line.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Résidence fleurie »**

**COULONGES SUR SARTHE**

Réf. : 17-0691EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de 3 640 € sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

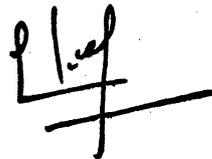
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**  
Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap  
Service de l'offre de services autonomie  
Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence Neyret »**

**CETON**

Réf. : 17-0689EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de 6 366 € sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

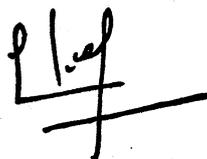
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 2 5 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Rose des Vents »**

**Hôpital local de BELLEME**

Réf...:17-0687EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **13 676 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

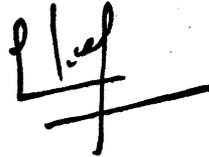
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence la Forêt »**

**BAGNOLES DE L'ORNE**

Réf. : 17-0686EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **3 099 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

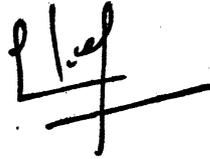
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD du Centre hospitalier d'ALENÇON**

Réf. :17-04961R/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**CONSIDERANT** l'annexe activité transmise par l'établissement et la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**CONSIDERANT** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **5 163 €** qui sera versé au cours du dernier trimestre 2017.

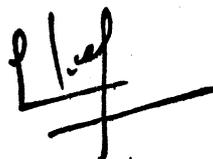
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant

CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence Opale » AUBE**

Réf. :17-0685EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **20 546 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

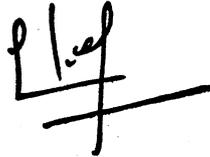
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**  
Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Le Sacré Cœur » ATHIS DE L'ORNE**

Réf. :17-0684EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 148 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD du Centre hospitalier d'ARGENTAN**

Réf. :17-0683EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **12 122 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by 'de Balorre' and a long horizontal stroke at the bottom.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence ORPEA » ALENCON**

Réf. :17-0682EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de 5 733 € sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

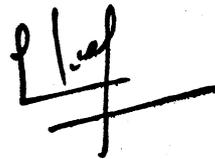
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap  
 Service de l'offre de services autonomie  
 Bureau du suivi des services  
 et établissements  
 13, rue Marchand Saillant  
 CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex  
 ☎ 02 33 81 62 90  
 📠 02 33 81 60 44  
 @ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE MODIFICATIF N°1**  
**FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE**  
**2017**  
**EHPAD « L'Horizon »**  
**SAINT GEORGES LES GROSEILLERS**

Réf. : 17-0704EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,
- VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,
- VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
- VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'Arrêté du Président du Conseil départemental du 15 mars 2017 fixant la valeur de référence du point groupe iso-ressources départemental 2017 à 6,70 €.
- CONSIDERANT** la validation du GMP de l'établissement à 867 en date du 24/09/2015,
- CONSIDERANT** l'annexe activité transmise par l'établissement,
- CONSIDERANT** la prise en compte par le Département d'une valeur point GIR plafond 2017 à 7 € afin d'amortir l'effet de la convergence tarifaire selon une moyenne nationale dans la limite du montant des charges allouées nettes 2016,
- SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

## ARRETE

**Article 1** L'allocation personnalisée d'autonomie est financée, pour les ressortissants de l'Orne, par le Conseil départemental sous la forme d'un forfait global versé directement à l'EHPAD « L'Horizon » de **SAINT GEORGES LES GROSEILLERS**. Elle est versée par douzième le 20 de chaque mois, ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour précédent cette date.

**Article 2** Le montant du forfait versé par le Département de l'Orne, au titre de l'année 2017, est fixé à **158 605 €** selon les modalités de calcul retracées dans le tableau ci-après.

Valeur point GIR Départemental	6,70 €
Valeur point GIR plafond	7 €
Valeur point GIR de votre établissement selon dernier GMP validé	7,50€
Total point GIR majoré selon dernier GMP validé	45 280
Taux d'occupation	95%
Forfait convergence 2017	339 756€
Participation des résidents GIR 5-6	94 543€
APA versée par les autres départements	85 539€
Participation des résidents – 60 ans	27 181€
<b>FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE 2017 VERSE PAR LE DEPARTEMENT</b>	<b>132 493€</b>
Complément au forfait global dépendance	26 112€
<b>TOTAL FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE VERSE PAR LE DEPARTEMENT</b>	<b>158 605€</b>

**Article 3** Les tarifs journaliers dépendance applicables à compter du 01 juillet 2017 et jusqu'à la fixation du tarif 2018 sont fixés à :

	Tarifs
GIR 1-2	19,42€
GIR 3-4	12,33€
GIR 5-6	5,23€

**Article 4** Compte tenu de la réglementation qui prévoit l'obligation aux Départements de fournir à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, des éléments statistiques relatifs à l'APA, l'établissement devra fournir l'état de présence des résidents, selon les modèles fournis, pour chaque semestre et suivant l'échéancier ci-après :

1<sup>er</sup> semestre N : 31 mars N  
2<sup>ème</sup> semestre N : 30 septembre N

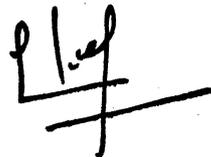
**Article 5** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 6** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 7** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 12 5 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, Rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « L'Esprit de Famille »**

**TINCHEBRAY**

Réf. :17-0708EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **5 935 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

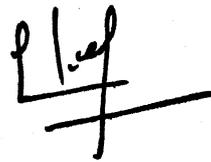
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence du Houlme »**

**BRIOUZE**

Réf. :17-0688EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **682 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by 'de Balorre' and a horizontal line underneath.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**  
Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence Pierre Wadier »**

**TRUN**

Réf. :17-0710EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **5 845 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

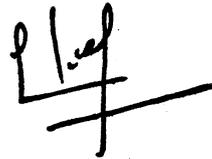
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Les Laurentides »**

**TOUROUVRE**

Réf. :17-0709EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 362 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

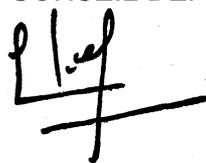
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant

CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Pellonnière »**

**LE PIN LA GARENNE**

Réf. : 17-0699EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 993 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

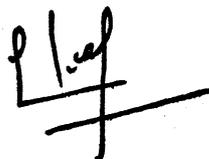
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. de Balorre', with a horizontal line drawn underneath the signature.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD de l'Hôpital local de VIMOUTIERS**

Réf. : 17-0711EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **4 926 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

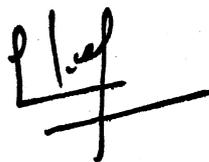
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD de l'Hôpital local de SEES**

Réf. :17-0707EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 584 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

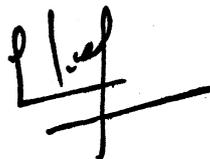
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence Ste Thérèse » SEES**

Réf. : 17-0706EP/FB/EL .

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 953 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

📠 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Miséricorde » SEES**

Réf. : 17-0705EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de 1 812 € sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. de Balorre', with a horizontal line extending to the right from the bottom of the signature.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD du Centre hospitalier de FLERS**

Réf. :17-0693EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **6 913 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

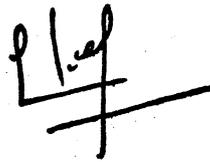
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant

CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Les Myosotis »  
PASSAIS LA CONCEPTION**

Réf. :17-0703EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 659 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

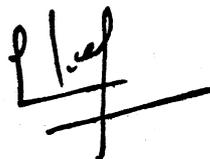
**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD du Centre hospitalier  
MORTAGNE AU PERCHE**

Réf. : 17-0702EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté modificatif de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 02/08/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **4 710 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « La Providence »**

**LONGNY AU PERCHE**

Réf. :17-0701EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **7 564 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex.

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Le Grand Jardin »**

**LE SAP**

Réf. :17-0700EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **2 857 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. de Balorre', with a horizontal line underneath.

**Christophe de BALORRE**



**L'ORNE**

Conseil départemental

**Pôle sanitaire social**

Direction dépendance handicap

Service de l'offre de services autonomie

Bureau du suivi des services  
et établissements

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 62 90

☎ 02 33 81 60 44

@ pss.ddh.b2se@orne.fr

**ARRETE PORTANT  
COMPLEMENT AU FORFAIT GLOBAL  
DEPENDANCE**

**2017**

**EHPAD « Résidence Arpège »**

**CONDE SUR SARTHE**

Réf. :17-0690EP/FB/EL

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,*

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**VU** la Loi n° 2015-1776 du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

**VU** le Décret n°2016-1814 du 21/12/2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** l'arrêté de fixation du forfait global dépendance du Président du Conseil départemental de l'Orne en date du 19/06/2017,

**CONSIDERANT** la prise en compte d'un taux d'occupation inférieur à 100 %,

**SUR PROPOSITION** du Directeur général des services du Département de l'Orne,

**ARRETE**

**Article 1** Un complément de forfait global dépendance de **1 516 €** sera versé à l'EHPAD au cours du dernier trimestre 2017.

**Article 2** Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes,

**Article 3** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

**Article 4** Le Directeur général des services du Département et le représentant légal de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes officiels du Département de l'Orne.

ALENCON, le 25 SEPT 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



**Christophe de BALORRE**



**Pôle sanitaire social**

Direction enfance famille

Service de la protection  
maternelle et infantile

13, rue Marchand Saillant  
CS 70541 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 60 00

📠 02 33 81 64 24

@ pss.pmi@orne.fr

**ARRETE MODIFICATIF  
CONCERNANT LA STRUCTURE MULTI ACCUEIL  
LES 3 POMMES A BELLEME**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,

**VU** la loi du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

**VU** l'article L 180 du titre 1er du livre II du code de la santé publique concernant les établissements et services concourant à l'accueil des enfants de moins de 6 ans,

**VU** le décret n° 2000.762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique,

**VU** l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans,

**VU** le décret 2010-613 du 7 juin 2010 modifiant le décret 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil de moins de 6 ans,

**VU** l'arrêté d'ouverture en date du 31 octobre 2003, les arrêtés modificatifs en date du 27 octobre 2004, du 28 novembre 2007, du 25 février 2008, du 27 octobre 2019, du 14 septembre 2012, et du 23 juillet 2015,

**VU** l'avis favorable délivré par le Médecin départemental de PMI,

Sur la proposition de M. le Directeur général des services du Département,

**ARRETE MODIFICATIF N° 7****Article unique**

L'article 2 de l'arrêté en date du 31 octobre 2003 est ainsi modifié :

La structure multi-accueil est autorisée à accueillir 20 enfants selon le planning suivant :

	7h30 - 8h30	8h30 - 17h30	17h30 - 18h30
lundi - mardi - mercredi - jeudi - vendredi	7 enfants	20 enfants	7 enfants

Les autres articles de l'arrêté demeurent sans changement.

**ALENCON, le 4 Octobre 2017**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

Pour LE PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL  
et par AMPLIATION  
LE MEDECIN DEPARTEMENTAL  
du Service de Protection Maternelle et Infantile



Docteur Armelle ADAM

**Christophe DE BALORRE**

**DECISION**

**DU PRESIDENT DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL**

**PAR DELEGATION**

**DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**



**Pôle attractivité environnement**

Service gestion du réseau routier

Bureau gestion du domaine public  
et des acquisitions foncières

Hôtel du Département  
27, boulevard de Strasbourg  
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 61 90

📠 02 33 81 61 44

@ pae.sgr.gdpaf@orne.fr

**DECISION  
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
PAR DELEGATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**REVISION DU BAREME APPLICABLE AUX DEGRADATIONS ET INTERVENTIONS SUR  
LE DOMAINE PUBLIC**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L3211-2,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 3 mars 2017, relative à l'élection de M. Christophe de BALORRE à la présidence du Conseil départemental de l'Orne,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 3 mars 2017, par laquelle le Conseil départemental a donné délégation au Président du Conseil départemental pour la fixation des « tarifs relatifs au domaine public (occupation et indemnisation des dégradations) »,

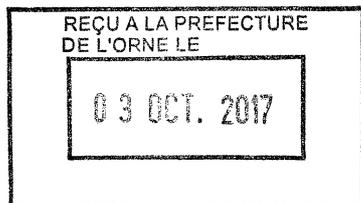
**CONSIDERANT** la nécessité d'introduire un forfait de déclenchement des interventions, de détailler la nature des véhicules et des panneaux de signalisation et de revaloriser le barème voté en 2012.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le barème en annexe applicable pour le remboursement des frais engagés par le Département pour réparer les dégradations et intervenir sur le domaine public départemental du fait des tiers (sécurisation des lieux par les agents, nettoyage, mise en place de signalisation).

**ARTICLE 2 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la collectivité et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

ALENÇON, le **22 SEP. 2017**



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

  
 Christophe de BALORRE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



**BAREME APPLICABLE AUX DEGRADATIONS ET  
INTERVENTIONS SUR LE DOMAINE PUBLIC  
DEPARTEMENTAL**

<b>Frais de personnel</b>	<b>Unité</b>	<b>PRIX</b>
Forfait de déclenchement d'intervention en horaire OUVRÉ	forfait	150,00 €
Forfait de déclenchement d'intervention en horaire NON - OUVRÉ	forfait	300,00 €
Agent technique	Heure ouvrée	21,00 €
Chef d'équipe/ Agent de maîtrise	Heure ouvrée	25,00 €
Ouvrier spécialisé	Heure ouvrée	26,00 €
Technicien	Heure ouvrée	30,00 €
Chef d'agence	Heure ouvrée	40,00 €
Majoration hors horaire ouvré	taux/heure	1,25
Majoration pour dimanche et jours Fériés	taux/heure	2,08
Majoration intervention de nuit	taux/heure	2,50

<b>Frais des véhicules</b>	<b>Unité</b>	<b>PRIX</b>	<b>Unité</b>	<b>PRIX</b>
Véhicule léger ou utilitaire	Terme fixe / jour	9,00 €	terme kilométrique	0,16 €
Fourgon ( y compris PMV)	Terme fixe / jour	19,00 €	terme kilométrique	0,23 €
Camion	Terme fixe / jour	49,00 €	terme kilométrique	1,29 €
Camion grue	Terme fixe / jour	55,00 €	terme kilométrique	1,29 €
Tracteur	Terme fixe / jour	28,00 €	heure	17,00 €
Pelle à pneu	X	X	heure	40,00 €
FLR	X	X	heure	60,00 €
Balayeuse ( derrière tracteur)	X	X	heure	5,00 €

<b>Produits absorbants</b>	<b>Unité</b>	<b>PRIX</b>
Absorbant (base sac de 20kg= 40l) + traitement en décharge classe1	SAC	90,80 €

<b>panneaux de signalisation ( hors pose)</b>	<b>Unité</b>	<b>PRIX</b>
panneaux directionnels (KD 21-22-43-62-69-79-...)	U / Jour	10,00 €
panneaux de présignalisation (KD 42)	U / Jour	25,00 €
panneaux de police (AK, BK, KC, K2, K8,...)	U / Jour	10,00 €
panneaux de balisage (K5a, K5b ,K5c,K5d, K16, plot guide,...)	U / Jour	5,00 €
Plus-value pour signalisation lumineuse (par panneau ou point lumineux)	U / Jour	5,00 €
Rampe défilement	forfait / Jour	100,00 €
Jeu de 2 feux tricolores	forfait / Jour	100,00 €

Pour les réparations d'ouvrages d'art, de voirie, de signalisation et de dispositifs de retenue, en cas de pollution ou de toutes autres dégradations du domaine public, les frais de réparations ou de remise en état seront basés sur les prix des marchés en cours ou sur les dépenses engagées auprès des intervenants ou fournisseurs extérieurs. Les frais de personnel seront mis à jour en fonction de la réglementation en vigueur et des frais de dossier à hauteur de 3 % seront retenus pour la gestion administrative.



**Pôle finances culture**

Service des affaires juridiques  
et des assemblées

Hôtel du Département  
27, boulevard de Strasbourg  
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 60 00

☎ 02 33 81 60 74

@ pfc.affjur@orne.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2017

Reçu en préfecture le 02/10/2017

Affiché le **- 2 OCT. 2017**

ID : 061-226100014-20171002-11001\_DECSTEL01-AU

**DECISION  
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
PAR DELEGATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**APPEL FORME CONTRE LE JUGEMENT EN ASSISTANCE EDUCATIVE DU 12 SEPTEMBRE 2017**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3211-2 et L3221-10-1,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 3 mars 2017, relative à l'élection de M. Christophe de BALORRE à la présidence du Conseil départemental de l'Orne,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 3 mars 2017, par laquelle le Conseil départemental a donné délégation au Président du Conseil départemental pour « tenter au nom du Département les actions en justice ou défendre le Département dans les actions intentées contre lui »,

**CONSIDERANT** que par jugement en assistance éducative du 12 septembre 2017, Madame le Juge des enfants du Tribunal de grande instance de CAYENNE a décidé le placement de l'enfant auprès de l'aide sociale à l'enfance de l'Orne,

**CONSIDERANT** que la mère, Mme SAINT ELOI Yvette, détentrice de l'autorité parentale, réside dans le département de la Guyane,

**CONSIDERANT** que cette décision a pour effet de priver l'enfant de l'exercice de l'autorité parentale, alors même qu'il n'est pas fait état d'une procédure devant le Juge aux affaires familiales,

**CONSIDERANT** que le juge ne fait pas état des éléments légaux permettant de confier l'enfant au Conseil départemental de l'Orne, tout en privant Mme SAINT ELOI de l'exercice de l'autorité parentale

**CONSIDERANT** qu'un droit de visite médiatisée a été accordé par la Juge des Enfants à Mme SAINT ELOI, et qu'il ne peut s'exercer dans l'Orne,

**CONSIDERANT** qu'il n'est pas fait état d'éléments justifiant un rapprochement familial, ce dernier n'ayant pas été évalué par les services.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** de défendre les intérêts du Département dans cette affaire, en faisant appel du jugement en assistance éducative du 12 septembre 2017.

**ARTICLE 2 :** la présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la collectivité et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

ALENÇON, le **02 OCT. 2017**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Christophe de BALORRE